

Le président

Le 16 juillet 2026

UN BUDGET QUI NE REGLE RIEN

Le Gouvernement a transmis dans la nuit au Parlement les plafonds de dépenses prévus pour 2027. Au regard de ces éléments sur la partie dépense, **ce budget ne permettra ni d'atteindre l'objectif de 3 % de déficit en 2029 jusqu'à alors annoncé par l'exécutif, ni de répondre aux besoins du pays.**

Le rapport remis par les économistes missionnés par Bercy permet d'éclairer ce tiré à part. Dans l'optique d'un ajustement budgétaire de 125 milliards d'euros à l'horizon 2032, les quatre économistes indiquent une cible de déficit de 4,9 % pour 2027, soit grossièrement ce que prévoit ce tiré à part.

Un pronostic qui pourrait néanmoins se révéler vite optimiste : le rapport de la mission se base en effet sur un déficit de 5 % en 2026 alors, comme on le sait depuis le 2^e comité d'alerte, qu'il sera probablement plus élevé (5,3 % voire 5,4 %). Les comptes publics risquent donc de déraper en 2027. **Le respect de la règle européenne des 3 % d'ici à 2029 relève ainsi de la science-fiction.**

Pour obtenir ce maigre résultat, le Gouvernement envisage un effort important qui repose essentiellement sur des coupes budgétaires. **Les services publics visés sont déjà à l'os ou vont le devenir** en 2027 si ce nouveau budget est appliqué.

Les collectivités locales seraient à nouveau mises à contribution d'environ 8 milliards d'euros puisque leurs dépenses seraient stables en valeur. Ces coupes s'ajouteraient à celle déjà subies, soit 7,7 milliards d'euros en 2025 et 5,3 milliards d'euros en 2026.

- *Concernant l'investissement local, il est tout d'abord inquiétant de voir que le Gouvernement prévoit une baisse de l'investissement local de 4,1 % alors même qu'il représente entre 65 % et 70 % de l'investissement public. Par ailleurs, après une quasi-suppression du fonds vert juste après sa mise en place (-67% en AE), la hausse annoncée du fonds devra être regardée de très près.*

La sécurité sociale (hausse de 17 milliards d'euros des dépenses) pourrait se voir imposer entre 6 et 8 milliards d'euros d'économies en tenant compte de l'augmentation des dépenses de retraites et de santé liée à l'inflation et au vieillissement de la population (selon le rapport de la mission, les dépenses de santé et de retraites devraient augmenter de 23 milliards d'euros).

Comme en 2026, le chiffre affiché pour le **budget de l'Etat** est trompeur : la hausse du budget militaire vient améliorer un solde en réalité bien pire. En tenant compte de la hausse des prix (ce que ne fait pas le Gouvernement), on observe déjà bien :

- Une **baisse sur l'ensemble du budget** de l'Etat de -1 milliard d'euros ;
- Cette baisse d'ensemble cache en réalité **une baisse de 6 milliards d'euros hors budget militaire** (lequel est en hausse de 4,8 milliards d'euros).

Sur le budget de l'État, plusieurs constats peuvent être tirés de ce document :

1) Les budgets de plusieurs ministères pour 2027 tiennent compte de certaines hausses qui répondent en réalité à des dépenses contraintes.

On peut notamment citer l'organisation des élections de 2027 (+400 millions d'euros affichés sur la mission Administration générale de l'État, soit 300 millions d'euros avec l'inflation) ou la hausse trompeuse du budget de l'écologie dont 680 (sur 900) millions d'euros épongeront la hausse des charges de service public de l'énergie (CSPE). **Afficher des hausses sur ces points ne doit pas laisser penser que le Gouvernement prend des décisions pour ouvrir de nouveaux crédits afin de répondre à des besoins identifiés par la population.** On peut notamment penser à des besoins devenus criants tels que la lutte contre les violences faites aux mineurs, les mégafeux et la canicule.

2) Certaines dépenses ne sont pas prévues. Aucune réponse ne sera apportée à certaines urgences.

- Violences faites aux mineurs et aux femmes. La justice est affichée en hausse de seulement 130 millions d'euros, en tenant compte de l'inflation. Le Gouvernement indique que « *les moyens alloués à la justice poursuivront leur progression en 2027* ». Alors qu'il cite explicitement « *de nouvelles places de prison* » et « *la lutte contre le narcotrafic* », le Gouvernement ne fait aucune mention d'un effort explicite en direction de la lutte contre les violences faites aux mineurs. Interrogé à ce sujet, le ministre n'a donné aucun détail. Rien ne laisse donc penser que le Gouvernement va sérieusement mettre des moyens pour le traitement des plaintes de mineurs violentés. Il en est de même au sujet des violences faites aux femmes (un effort de 3 milliards d'euros supplémentaires seraient nécessaires selon les associations). Pour rappel, pour atteindre seulement la moyenne européenne en matière de nombre de magistrats, il faudrait déjà environ 700 millions d'euros supplémentaires.
- Incendies. La sécurité civile ne bénéficiera d'aucune mesure d'investissement. Le budget de l'ensemble du ministère de l'Intérieur prévoit une hausse modeste de 60 millions d'euros. En imaginant que cette hausse couvre aussi les forces de l'ordre et pas seulement la sécurité civile, il ne restera même pas assez pour acheter 1 Canadair alors qu'il en faudrait 4 de plus pour atteindre l'objectif que le Gouvernement s'est lui-même fixé. Interrogé à ce sujet, le ministre n'a donné aucun détail. Il a répondu qu'il y aurait une augmentation en 2027 sans aucun chiffre précis. Le Gouvernement ne contredit donc pas l'insuffisance des moyens accordés à ma lutte contre les incendies en 2027.
- Canicule. Le budget du logement baisse de près de 400 millions d'euros, le Gouvernement devra donc annoncer de manière claire les dispositifs qu'il entend revaloriser afin d'adapter les logements aux chaleurs extrêmes. Cela risque d'être toutefois insuffisant. De même ce qu'il restera de la légère hausse de 900 millions d'euros sur l'écologie (une fois épongés les CSPE) ne suffira jamais ni à rétablir les budgets coupés depuis deux ans ni à investir au niveau des besoins dans l'adaptation, lesquels se comptent en milliard d'euros pour les seules canicules.

3) Le Gouvernement prévoit des coupes majeures dans des services publics déjà profondément fragilisés après les coupes irréflechies des dernières années.

Après des coupes déjà substantielles ces dernières années, le Gouvernement projette de couper 11% dans les trois budgets suivants :

- Investir pour la France de 2030 (-11,6%)
- Travail & emploi (-11,2%)
- Aide publique au développement (-10,8%)

Par ailleurs, d'autres coupes substantielles, **entre 5 et 10%**, sont prévues :

- Relation avec les collectivités territoriales (-9,3%)
- Anciens combattants (-8,4%)
- Santé, *incluant l'AME* (-7,8%)
- Agriculture & alimentation (-5%)
- Economie, *incluant la répression des fraudes* (-4,7%)

4) Si certains autres budgets sont affichés comme étant stables, c'est bien parce qu'ils sont à l'os : il ne serait pas possible de couper davantage sans remettre en question leur existence même.

- Certains budgets baisseront à **cause de l'inflation** (-2,5%) que le Gouvernement refuse de compenser : asile & intégration, culture, diplomatie, livre et industries culturelles, sport, associations.
- Les budgets du logement, de l'école et de l'université-recherche affichent des baisses relativement moins importantes **mais** qui posent deux problèmes :
 - Ce sont **de grandes masses, la moindre baisse est donc sensible** : -800 millions d'euros sur l'enseignement scolaire ; -400 millions d'euros sur le logement ; -100 millions d'euros sur l'université et la recherche.
 - Ces budgets ne sauraient baisser encore davantage sans que les services publics qu'ils financent soient totalement **mis en péril**.
- Je tiens à **alerter concernant ces trois budgets** :
 - L'université et la recherche seraient privées de 100 millions d'euros supplémentaires alors que la France s'approche du **point de rupture** où pourraient être remis en cause à la fois la possibilité **de faire des études** (14% des étudiants sont actuellement laissés-pour-compte) que celle de **faire de la recherche** en France (cumul de l'assèchement de la trésorerie des universités et de l'absence de revalorisation salariale).
 - Le budget de l'enseignement scolaire est en baisse de 800 millions d'euros en tenant compte de l'inflation et le Gouvernement annonce très diplomatiquement de **nouvelles fermetures de classes** : « *une nouvelle planification territoriale sera déclinée (...) afin de mieux anticiper la démographique scolaire dans les années à venir* ».
 - La baisse du budget du logement va aggraver les constats dressés par Eurostat. Entre 2017 et 2026, la qualité du logement s'est retournée en France. Nous sommes devenus le **champion d'Europe de la dégradation des conditions de logement**, tant sur les bouilloires thermiques (+6,9 points) que sur les logements insalubres (+10 points).

Après avoir été fortement mis à la diète lors des deux derniers exercices, les services publics seraient sommés de rechercher des économies toujours plus loin en cas d'adoption du projet de loi de finances envisagé par l'exécutif. Le deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron pourrait donc se conclure par un coup fatal afin de financer les baisses d'impôt en faveur des plus riches actées en 2017. Le mouvement de reconcentration du patrimoine risque donc de s'accroître encore plus fortement alors qu'il est possible de l'empêcher.

Éric Coquerel

EN EUROS

Les principales baisses

Travail, emploi	- 3,6 Md€
Enseignement scolaire	- 800 M€
Investir pour la France de 2030	- 500 M€
Relation avec les collectivités territoriales	- 400 M€
Aide publique au développement	- 400 M€
Cohésion des territoires	- 400 M€
Economie, <i>incluant répression des fraudes</i>	- 200 M€
Gestion des finances publiques	- 200 M€
Agriculture & alimentation	- 200 M€
Santé, <i>incluant AME</i>	- 150 M€
Anciens combattants, mémoire	- 140 M€
Recherche et enseignement supérieur	- 100 M€
Culture	- 90 M€
Action extérieure de l'Etat	- 80 M€

Les moindres baisses, mais tout de même des baisses (à cause de l'inflation)

Immigration, asile et intégration	- 50 M€
Sport, jeunesse et vie associative	- 40 M€
Direction de l'action du gouvernement	- 25 M€
Médias, livre et industries culturelles	- 20 M€
Conseil et contrôle de l'Etat	- 20 M€
Transformation et fonction publiques	- 10 M€

Les hausses

Outre-mer	+20 M€
Sécurités	+60 M€
Pouvoirs publics	+70 M€
Justice	+140 M€
Administration générale et territoriale de l'Etat	+300 M€
Solidarité, insertion et égalité des chances	+320 M€
Ecologie, développement et mobilités durables	+900 M€
Défense	+4,9 Md€

EN %

Les principales baisses

Investir pour la France de 2030	-11,6%
Travail, emploi	-11,2%
Aide publique au développement	-10,8%
Relation avec les collectivités territoriales	-9,3%
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	-8,4%
Santé, <i>notamment AME</i>	-7,8%
Agriculture, alimentation et affaires rurales	-5%
Economie, <i>incluant répression des fraudes</i>	-4,8%

Les moindres baisses, mais tout de même des baisses (à cause de l'inflation)

Immigration, asile et intégration	-2,5%
Gestion des finances publiques	-2,5%
Direction de l'action du gouvernement	-2,5%
Transformation et fonction publiques	-2,5%
Culture	-2,5%
Action extérieure de l'Etat	-2,5%
Médias, livre et industries culturelles	-2,5%
Sport, jeunesse et vie associative	-2,5%
Conseil et contrôle de l'Etat	-2,5%
Cohésion des territoires	-1,6%
Enseignement scolaire	-1,3%
Recherche et enseignement supérieur	-0,3%

Les hausses

Sécurités	0,3%
Outre-mer	0,6%
Solidarité, insertion et égalité des chances	1,0%
Justice	1,3%
Ecologie, développement et mobilités durables	3,1%
Administration générale et territoriale de l'Etat	6,4%
Pouvoirs publics	6,6%
Défense	8,5%